

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19440 - 75ÈME ANNÉE

Pétition pour les retraites lancée par des dirigeants de partis et de syndicats

Large rassemblement « pour un système de retraites pleinement juste et solidaire »



La Pétition pour les retraites lancée samedi rassemble des personnes issues de nombreux partis politiques et syndicats, avec dans la liste des premiers signataires la quasi-totalité des dirigeants de ces partis et syndicats dont Fabien Roussel (PCF), Olivier Faure (PS) et Jean-Luc Mélenchon (LFI). Un tel rassemblement autour d'une cause commune est du jamais vu depuis longtemps en France. Il rappelle que face à l'essentiel, il est toujours possible de se rassembler pour faire progresser un pays.

Samedi a été mise en ligne une pétition demandant le retrait du projet de loi du gouvernement qui remet en cause le droit à une retraite digne, et proposant l'ouverture de vraies négociations pour faire évoluer le système actuel vers « un système de retraites pleinement juste et solidaire, porteur de progrès pour toutes et tous, sans allongement de la durée de la vie au travail ».

Dans les premiers signataires de cette pétition figurent d'une part les noms des dirigeants ou de leurs adjoints de partis politiques progressistes : Fabien Roussel (PCF), Olivier Faure (PS), Virginie Rozières et Stéphane Saint-André (Radicaux de gauche), Jo Spiegel et Raphaël Glucksmann (Place

Publique), Jean-Luc Mélenchon (LFI), Marie-Noëlle Lienemann (Gauche républicaine et socialiste), Sandra Regol (Europe Ecologie-Les Verts), Claire Monod (Génération.S), Olivier Besancenot (Nouveau Parti anticapitaliste).

D'autre part, les dirigeants de grands syndicats sont aussi les premiers signataires : Philippe Martinez (CGT), Benoît Teste (FSU), Eric Beynel (Solidaires).

En outre, une grande partie de signataires se compose d'universitaires, de responsables associatifs et d'artistes.

Un tel rassemblement autour d'une cause commune est du jamais vu depuis longtemps en France. Il rappelle que face à l'essentiel, il est toujours possible de se rassembler pour faire progresser un pays. Voici le texte sur lequel tout le monde s'est entendu :

« Depuis le 5 décembre, des millions d'hommes et de femmes se retrouvent dans les grèves, dont beaucoup en reconductible, et les manifestations à l'appel des organisations syndicales. Ils et elles rejettent la réforme du système de retraites que veulent leur imposer le président de la République et son gouvernement. Ce projet n'est pas acceptable, car il est porteur de régression des droits de chacune et chacun : toutes les hypothétiques avancées proposées par le gouvernement devraient être financées par des baisses de pensions ou par l'allongement de la durée de la vie au travail.

D'autres choix sont pourtant possibles. C'est pourquoi nous demandons le retrait du projet présenté par le Premier ministre, afin que soient ouvertes sans délai de vraies négociations avec les organisations syndicales, pour un système de retraites pleinement juste et solidaire, porteur de progrès pour toutes et tous, sans allongement de la durée de la vie au travail ».

Calendrier d'actions

2020 : année de crise pour la biodiversité et les urgences climatiques

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a publié un calendrier des grands rendez-vous pour 2020 sur deux sujets importants : la biodiversité et la lutte contre les effets du changement climatique. Plus que jamais, une nouvelle civilisation est nécessaire.

15 Septembre : 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA 75) à New York, avec le premier jour du débat général de haut niveau le 22 septembre. Un sommet des dirigeants sur la biodiversité pourrait avoir lieu au même moment et au même endroit. Ce sera l'occasion pour les dirigeants du monde entier de déclarer qu'il n'est plus acceptable de continuer à dégrader notre planète et qu'il est urgent de prendre des mesures pour restaurer la nature dès maintenant.

27 septembre : 5e anniversaire du lancement des objectifs de développement durable

"Aujourd'hui, nous avons entamé depuis près de cinq ans le programme de développement durable à l'horizon 2030, et pourtant nous n'avons pas suffisamment de données pour suivre la dimen-

sion environnementale des objectifs de développement durable", affirme Jillian Campbell, statisticienne qui dirige les travaux du PNUE sur le suivi des objectifs de développement durable et co-auteur d'une nouvelle étude sur la façon dont la science citoyenne peut nous aider à atteindre pleinement les objectifs.

"En fait, nous ne disposons pas de données suffisantes pour suivre les progrès mondiaux pour 68 % (en anglais) des indicateurs des objectifs de développement durable liés à l'environnement. Nous ne serons jamais en mesure de suivre la dimension environnementale des Objectifs en utilisant uniquement les sources de données traditionnelles", ajoute-t-elle.

5-10 octobre [date provisoire], Kunming, Yunnan, Chine : Conférence de l'ONU sur la biodiversité : "Convention sur la diversité biologique COP 15"

COP 15 examinera la réalisation et l'exécution du Plan stratégique de la Convention pour la biodiversité 2011-2020. Il est également prévu que la décision finale sur le cadre mondial pour la biodiversité post-2020 sera prise, ainsi que des déci-

sions sur des sujets connexes, notamment le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources.

9-20 novembre Glasgow, Écosse, Royaume-Uni : Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2020 : "UNFCCC COP 26"

Compte tenu des promesses inconditionnelles actuelles, le monde se dirige vers une hausse de température de 3,2°C. Les pays du G20 sont responsables de près de 80 % de toutes les émissions (en anglais), mais 15 membres du G20 ne se sont pas engagés à respecter un échéancier pour des émissions nettes zéro.

Une série de Journées mondiales seront l'occasion de mettre en lumière les urgences liées au climat et à la biodiversité, notamment :

3 mars - Journée mondiale de la vie sauvage / Journée africaine de l'environnement

22 mai - Journée internationale de la diversité biologique

5 juin - Journée mondiale de l'environnement / Semaine de l'environnement de l'Union européenne

In kozman pou la rout

« Rant an bèf, sort an biftèk »

Mésyé, Médam, La Sosyété koz èk moin sé koz èk in kouyon-mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo mason. Kan ou I rant an bèf sa I vé dir ou I rant an brital mé la britalité i apèl la britalité donk si ou i azi an brital ou néna dé shans i rann aou parèye. I di pa sak i tyé par lo fé, va mor par dofé, sak I tyé par zépé I mor par lépé ébin lo késtyonn britalité, sa lé parèye. Ou azi par britalité mé l'moun I rann aou la parèye. Antouléka sé sak moin la touzour vi fèr. La pa lo pli intélizan k'I amen la bark dann in n'afèr konmsa mé lo pli limité, lo pli brital, sak néna lo moins léstratézi. In késtyonn mi poz amoin touzour: si ou néna in zènmi lokèl ou I préfèr, in l'ènmi kouyon sansa in l'ènmi intélizan? Si moin l'avé lo shoi, moin noré profèr in l'ènmi intélizan pars kont in moun intélizan ou I pé fé valoir out zargiman. La pa kont in kouyon pars I diskite pa avèk in kouyon, I donn ali rézon. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Spétadyé !

Edito

Incroyable et très inquiétante baisse du budget de la Région Réunion

Bien avant l'assemblée plénière qui lui sera consacré, le budget primitif 2020 de la Région Réunion suscite déjà bien des commentaires inquiétants. En effet, selon le contenu des documents divulgués par la presse, et qui n'ont fait l'objet d'aucun démenti, le budget prévu par la majorité de Didier Robert est en baisse de 250 millions d'euros par rapport à celui de l'année précédente, soit une diminution de près de 25 %.

C'est la confirmation puissance 10 du malaise ressenti lors de la présentation des orientations budgétaires. Ce document n'était guère rassurant, puisqu'il conditionnait l'équilibre à de biens lointains arbitrages à Paris et à Bruxelles, faute de quoi un trou de plusieurs dizaines de millions d'euros apparaissait. Entre le débat sur les orientations budgétaires et celui sur le budget primitif, la Région Réunion a donc revu sérieusement sa copie, la crise est bien plus grave que ce qui était prévu, car c'est une coupe de près de 25 % du budget, soit 250 millions d'euros. La Région Réunion voit donc son budget passer aux alentours de 800 millions d'euros.

Force est de constater qu'entre 2019 et 2020, la population de La Réunion n'a pas diminué de 25 %, le nombre de travailleurs n'a pas baissé de 25 %, celui des entreprises non plus. Par ailleurs, aucune des compétences du Conseil régional n'a été reprise en main par l'État, ce qui aurait pu justifier une baisse des dépenses. La diminution de près de 25 % du budget de la Région Réunion n'est donc pas liée à l'évolution de La Réunion ou de la France. Elle découle donc de raisons internes à la collectivité.

Outre la baisse annoncée du budget, sa répartition serait toute aussi inquiétante avec une hausse encore de la part du fonctionnement. Rappelons que dans le fonctionnement se trouve l'argent dépensé par la Région Réunion pour satisfaire les promesses électorales de Didier Robert : bons de réduction pour les billets d'avion, bons de réduction pour acheter un ordinateur... pour se construire une popularité, Didier Robert a fait engager à la Région des dépenses ne

relevant pas de sa compétence, et qui se chiffrent aujourd'hui à des dizaines de millions d'euros au bas mot.

Cela signifie donc que la Région Réunion compte encore puiser dans ses caisses pour financer une politique clientéliste au détriment de l'investissement créateur d'emplois. Le plan d'aide aux communes risque donc de subir une baisse drastique, ce qui tombe juste l'année des élections municipales. Si une telle éventualité se réalisait, quelle serait la réaction des maires face à l'assèchement de l'argent en provenance de la Région, qui est indispensable à la réalisation d'équipements publics en partenariat avec les communes ? Rappelons que les prédécesseurs de Didier Robert consacraient près de 70 % du budget à l'investissement, c'était vraiment un autre monde.

Pendant ce temps, rappelons que le chantier de la route en mer ne peut pas se terminer dans la situation actuelle. La promesse de Didier Robert ne sera pas tenue en plus de 10 ans de pouvoir, et les Réunionnais seront encore longtemps condamnés aux embouteillages, puisque la livraison du viaduc entre la Grande Chaloupe et Saint-Denis n'est qu'une demi-route en mer, l'autre moitié restant la route du littoral et son danger structurel. Des centaines de millions d'euros engagés dans ce chantier aurait sans doute été bien mieux utilisés ailleurs, pour créer des emplois en construisant des lycées par exemple, ou en améliorant le système de formation afin de lutter contre le chômage.

Jadis collectivité louée pour l'exemplarité de sa gestion sous la présidence des prédécesseurs de Didier Robert, la Région Réunion est en train de sombrer. Cette descente aux enfers n'est que le résultat de décisions politiques accomplies en toute responsabilité par la majorité qui est au pouvoir depuis bientôt 10 ans.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Vann kravate épi diriz in gran péi zot i pans sa topète morète zot ?

Mé zami, mi koné pa si zot la suiv in pé l'aktyalité dann moiyin oryan, mé d'après sak bann télé i di : l'afèr laba i san pa bon, i san kaziman l'aye. Mi sort antann dir l'armé l'amérik la fine désid atak l'Iran dsi sinkant dé poin sansib pars d'après lo létamazor bann zamérikain néna sinkant dé poin l'Iran lé frazil. Sinkant dé mé zami ! Zot i souvien Achille l'avé in sèl poin frazil é lété son tandon i port lo mèm nom é si ti touch ali dsi so poin-la avèk in flèsh sansa in n'ot z'arm ou i tyé ali. Mi rapèl i paré li la tonm dann san dragon é sa la rann ali invinsib. Sof in l'androï, koté son shoviy, in fèye la rèss kolé épi la tir son l'invinsibilité. Donk lété posib tyé ali é sé sak l'arivé !

Bon sak l'ariv achille l'ariv ali, mé sinkant dé poin pou mète l'Iran a z'nou. I étonéré amoin bann zamérikain i sar fé sa. Biensir zot i pé fé sote la vi in zénéral arienk an pyézan son téléphone portab mé néna lontan i fé sa, mé rèye l fors l'Iran an sin kant dé bombardman? Mi di pa lé in posib mé pandan stan la, l'Iran i lir zoinal kosa. Mi sort antann lo péi après intèrpèl mésyé Trump pou mète ali o défi-in défi danzéré.

Pars l'Iran néna zami li osi épi son zami i éspyone bann zamérikain konm l'amérik néna zami iéspyone bannzami l'Iran. Astèr si i ariv sak i apèl lo poinn non rotour, kosa va éspasé ? Mi koné pa pou vréman mé la pa d'bone shoz pou l'imanité i atann anou.

Romark moin la touzour antann dir mésyé Trump té in marshan kravate é li la vni milyardèr avèk sa. Mé zot i kroi vréman vann kravate épi diriz in gran pé sé topète morète zot. Moin pèrsonèl moin néna in dout dsi la késtyon.

Nb in pti provèrb pou fini : kan dé zéléfan i bataye sé lo zèrb ké lé krazé.

Justin